

rence fédérale-provinciale qui porte sur le sujet même des débats actuels de la Chambre.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

LES MOTIFS DE LA COMMUTATION DES PEINES DE TROIS MEURTRIERS—LA QUESTION DE L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT

M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord): Monsieur l'Orateur, j'aimerais que le solliciteur général me dise s'il est exact que trois personnes convaincues de meurtre par l'application régulière de la loi ont vu leur exécution ajournée au 15 juillet? Est-ce que cet ajournement, qui ne constitue pas une commutation, a été décidé parce que le gouvernement entend présenter un bill qui abolirait complètement la peine capitale?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, le gouverneur en conseil a fait droit à la demande d'ajournement d'exécution des sentences de mort prononcées contre MM. Connearey, Vaillancourt et Chartrand parce que le gouvernement a l'intention de présenter au Parlement un bill relatif à la peine capitale et d'autres textes tendant à la réforme du droit et à la prévention des crimes.

M. Woolliams: J'aimerais avoir un éclaircissement sur un point important, parce que le solliciteur général ne fait que louvoyer à ce sujet. A-t-il l'intention de présenter un bill omnibus instituant le contrôle des armes à feu, pour donner au public l'impression qu'on agit vraiment à l'égard du crime, mais abolissant d'autre part la peine capitale? Est-ce là la manœuvre à laquelle se livre le solliciteur général vis-à-vis de l'opinion?

M. Allmand: Le train de mesures prévu en ce domaine sera annoncé par le ministre de la Justice et par moi-même, mais il n'a pas encore été décidé s'il figurera dans un, deux ou trois bills.

Des voix: Oh, oh!

LA LOI CONCERNANT LA PEINE CAPITALE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'APPLICATION

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Dans sa déclaration d'il y a dix jours, le premier ministre faisait figurer une exception curieuse, à l'endroit des forces policières, dont il s'engageait à autoriser l'accroissement. Comme le premier ministre estime qu'il suffit de faire preuve de bonté pour que tout s'arrange, faut-il conclure de cette exception qu'il a l'intention de lancer un programme tendant à une meilleure application des lois en général, mais sans faire appliquer celle concernant la peine capitale?

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Comox-Alberni.

* * *

● (1440)

LE LOGEMENT

PROPOSITION D'EXEMPTION FISCALE POUR LES INTÉRÊTS HYPOTHÉCAIRES SUPÉRIEURS À 6 POUR CENT

M. Hugh A. Anderson (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre d'État

Questions orales

chargé des Affaires urbaines. Étant donné que le ministre s'est fait un nom grâce à ses programmes de logement hardis et originaux...

Des voix: Oh, oh!

M. Anderson: ... peut-il dire à la Chambre si le gouvernement songe à accorder aux propriétaires de maisons nouvelles et anciennes un dégrèvement fiscal à l'égard des taux hypothécaires de plus de 6 p. 100? Autrement, considérerait-il cette idée d'un œil favorable?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Nous n'écartons pas *a priori* les formules nouvelles, monsieur l'Orateur, mais je m'en voudrais de faire état d'une préférence avant d'avoir présenté mes propositions au Parlement.

LA CONFÉRENCE SUR LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS—LA PARTICIPATION DE CERTAINS ORGANISMES—LE FINANCEMENT

M. Bill Clarke (Vancouver Quadra): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au ministre d'État chargé des Affaires urbaines, à qui j'en ai donné préavis. Le gouvernement ne s'est pas jusqu'ici engagé à subventionner l'Association canadienne au service des organismes chargés des établissements humains (ACSOEH), en charge des organismes privés qui participeront à la Conférence sur l'habitat l'an prochain à Vancouver. Le ministre est-il maintenant en mesure de dire si le gouvernement est disposé à subventionner cette conférence internationale de façon convenable de sorte que tous les contribuables canadiens en partagent le coût, car autrement ce sera un fardeau injuste à porter pour les habitants de Vancouver?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir parlé de cette question l'autre jour. Je me suis renseigné et l'ACSOEH recevra des fonds suffisants. Je ne saurais dire au juste quelle part de ces fonds proviendra de subventions à des projets PIL ou à la création d'emplois, mais Vancouver et Vancouver Quadra retireront certains avantages très positifs de cette conférence. Je ferai un rapport plus complet lorsque j'aurai obtenu plus de détails, mais il y aura des fonds suffisants pour que les organismes non gouvernementaux puissent bien remplir leur rôle et pour fournir des installations adéquates à Vancouver.

* * *

LES PÊCHES

LE PROGRAMME DE SOUTIEN DES REVENUS DES PÊCHEURS—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MODIFICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre d'État chargé des Pêches (M. LeBlanc). Comme les revenus des pêcheurs diminuent par suite de l'épuisement de nos stocks de poisson, le ministre peut-il dire à la Chambre ce qu'il advient du programme prévu de soutien des revenus qui devait être mis sur pied en juillet 1975?